

LA LETTRE DE STELLA DUPONT

NOVEMBRE 2025

PERMANENCE PARLEMENTAIRE

10 rue Félix Faure
49290 Chalonnes-sur-Loire

02 41 17 26 02

stella.dupont@assemblee-nationale.fr



ZOOM SUR...

L'ACTUALITÉ DU MOIS



EMISSION LCP : "la politique et moi"

Chaque jour, Clément Méric, dans un entretien en tête à tête de 13 minutes, interroge un parlementaire sur les personnalités, les événements - historiques ou personnels - qui l'ont conduit à choisir la vie publique.

Retrouvez mon interview du 2 novembre :

[Cliquez-ici](#)



DIMANCHE 16 NOVEMBRE : grand rassemblement de la Convention

La famille sociale-démocrate s'est réunie à Cergy-Pontoise autour de Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre et fondateur de La Convention, pour réfléchir ensemble à l'avenir d'une gauche réformatrice et préparer l'horizon politique de 2027.

J'ai pris part à ce rassemblement, fidèle à **mon engagement en faveur d'une gauche responsable, humaniste et républicaine**.

Depuis son lancement en mars 2023, La Convention mène un travail de fond pour rassembler citoyennes, citoyens, élus et acteurs de la société civile autour d'un projet progressiste, écologique et social-démocrate. C'est cette démarche de sérieux, de travail et d'exigence qui motive mon soutien à Bernard Cazeneuve.

Ce rassemblement a réuni de nombreuses personnalités : Raphaël Glucksmann, François Hollande, Carole Delga ou encore Philippe Aghion, Prix Nobel d'économie. Au-delà des appartenances partisans, l'objectif est clair : **faire émerger une force de gauche de gouvernement, capable de répondre aux défis démocratiques, sociaux et environnementaux, dans un contexte de montée de l'extrême droite**.

Bernard Cazeneuve a rappelé la nécessité de dépasser les logiques d'appareil pour se concentrer sur l'essentiel : proposer aux Français une vision solide et cohérente pour le pays. Cette ambition fait écho à mes convictions : **la gauche doit retrouver le chemin du rassemblement, de la crédibilité et de la responsabilité pour peser à nouveau dans le débat national**.

Je continuerai donc à contribuer aux réflexions engagées et à œuvrer pour une gauche réformatrice capable de proposer une alternative forte et réaliste pour l'avenir du pays.

Retrouvez le résumé de ce rassemblement :

[Cliquez-ici](#)

LES RENCONTRES TERRAIN



MARDI 25 NOVEMBRE : Conférence de presse

Dans les locaux de l'Atelier et Chantier d'Insertion Revie-Verre s'est tenue une Conférence de presse du Réseau des Chantiers d'Insertion du Maine-et-Loire. J'y étais représentée par ma collaboratrice.

Le Réseau, les Directeurs de Chantier, les bénévoles et les salariés ont exprimé leur profonde inquiétude :

- la baisse continue des financements publics met en danger des **emplois essentiels pour les personnes en grande précarité** et fragilise un **modèle d'insertion pourtant reconnu** comme efficace.
- En Maine-et-Loire, les 24 chantiers d'insertion, ce sont :
 - 1 200 personnes accompagnées en 2024
 - 250 salariés permanents engagés au quotidien
 - 26 millions d'euros d'activité économique locale
 - 2/3 de retours à l'emploi durable
 - Des acteurs de proximité indispensables : réemploi, réparation, entretien des espaces naturels, économie circulaire

À Revie-Verre, qui recycle les menuiseries en fin de vie, la suppression d'un seul poste équivalent temps plein équivaut à 97 tonnes de déchets qui repartent à l'enfouissement. Un recul social mais aussi écologique !

Le secteur de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) est aujourd'hui gravement menacé ! Et je partage pleinement l'inquiétude des acteurs.

Le budget dédié à l'IAE dans le projet de loi de finances 2026 est encore réduit de 158 millions d'euros par rapport à 2025, alors qu'il avait déjà baissé de 39 millions en 2024. Si cette réduction est maintenue, les conséquences seront concrètes avec des dizaines de milliers de postes supprimés, des milliers de personnes privées d'accompagnement, et des fermetures en cascade de structures, qui œuvrent chaque jour sur le terrain.

Face à cette situation, j'ai déposé un amendement pour rétablir le budget de l'IAE à son niveau de 2024, soit +197 millions d'euros par rapport au projet actuel. L'IAE n'est pas une dépense, **c'est un investissement pour l'avenir : moins de précarité, plus d'autonomie, dans une société plus solidaire**. Je continue à oeuvrer pour que le budget adopté au final comporte bien ces crédits supplémentaires.

Pour en savoir plus :

[Cliquez-ici](#)



MARDI 25 NOVEMBRE : Visite de la Maison Médicale Angevine

Je me suis rendue à la **Maison Médicale Angevine des Soins Non Programmés**, installée dans les locaux mis à disposition par la communauté des Augustines.

J'y ai été accueillie par le Docteur Leroy et par Madame Champain, coordinatrice de projets. Ayant suivi la création de cette structure encore en phase d'expérimentation et **destinée aux patients dépourvus de médecin traitant**, nous avons pu dresser ensemble un premier bilan, à un mois de son premier anniversaire.

Située en plein centre d'Angers, **cette maison médicale fonctionne grâce à des médecins angevins qui assurent des permanences** chaque après-midi, du lundi au vendredi, en dehors des heures de garde. L'orientation des patients se fait quasiment exclusivement via la SAS 49 (Service d'Accès aux Soins), en appelant le **15 ou le 116 117**.

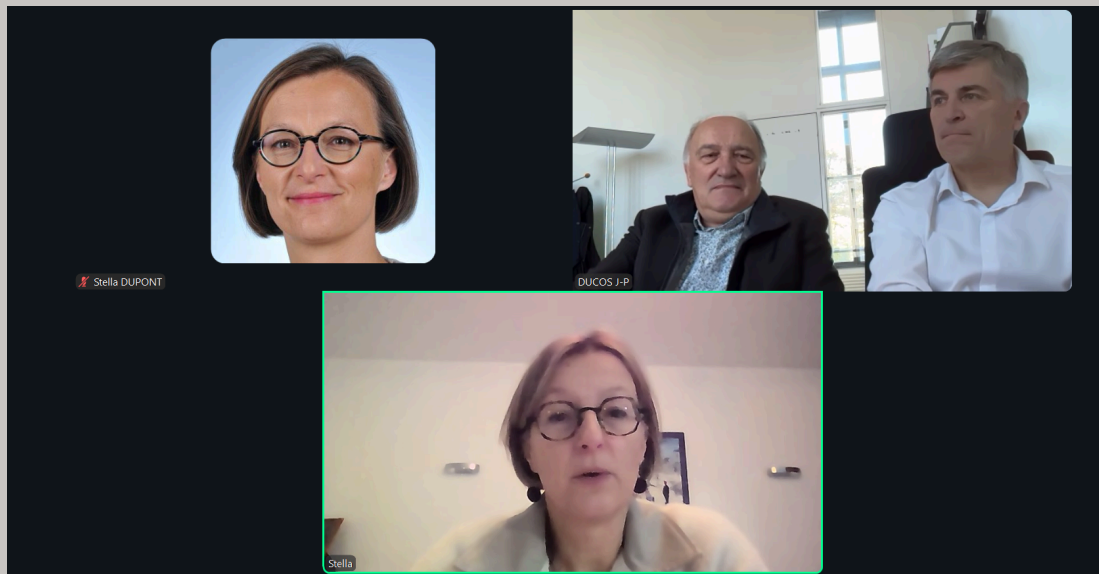
Ce cadre permet de consacrer le **temps nécessaire à la reprise et au suivi des dossiers médicaux des patients**. La structure répond à un véritable besoin : on estime en effet que près de 40 000 habitants de l'agglomération angevine sont aujourd'hui sans médecin traitant.

Nous avons également échangé de manière plus globale sur les **perspectives de**

territorialisation du système de soins libéral et sur les enjeux du remplacement dans la profession médicale.

Pour plus d'informations :

[Cliquez-ici](#)



LUNDI 24 NOVEMBRE : Echanges avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Maine-et-Loire (CAUE 49)

J'ai échangé avec le Président et le Directeur du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Maine-et-Loire sur les difficultés structurelles que le Conseil traverse.

Depuis plus de 40 ans, cette institution est aux côtés des Collectivités, des particuliers et des professionnels pour **accompagner la qualité architecturale, paysagère et environnementale de nos territoires.**

Aujourd'hui, leur mission est fragilisée : **le financement lié à la taxe d'aménagement s'effondre, ce qui met en péril sa capacité à agir efficacement.**

Je vais donc travailler sur le sujet afin d'examiner les leviers possibles pour sécuriser durablement les moyens du CAUE 49.

Pour en savoir plus sur le rôle du CAUE 49 :

[Cliquez-ici](#)



JEUDI 13 NOVEMBRE : Table-ronde sur le renouvellement des générations en agriculture

Les Jeunes Agriculteurs des Pays-de-la-Loire ont organisé une table-ronde dans le cadre de la journée "Renouvellement des générations en Agriculture" sur le thème de **la promotion et de l'attractivité des métiers agricoles**. Ma collaboratrice a pu y participer.

Les échanges ont souligné l'importance de repenser le récit autour de l'agriculture, avec pour objectif de **redonner confiance aux jeunes générations dans l'avenir et la viabilité de ces métiers essentiels**.

Pour construire ce nouveau récit, il a notamment été proposé de **renforcer les interventions scolaires à tous les âges**, avec des outils pédagogiques adaptés.

Des signaux positifs ont également été mis en avant par les représentants des établissements de formation, notamment concernant **l'augmentation des effectifs au cours des dernières années**.

Enfin, la plateforme « Stage Agricole » a été présentée. Elle **favorise la mise en relation entre les agriculteurs et les jeunes souhaitant effectuer un stage dans le secteur**.

Pour consulter le site "stage agricole" :

[Cliquez-ici](#)



MARDI 11 NOVEMBRE : Commémoration de la fin de la Première guerre mondiale à Trélazé

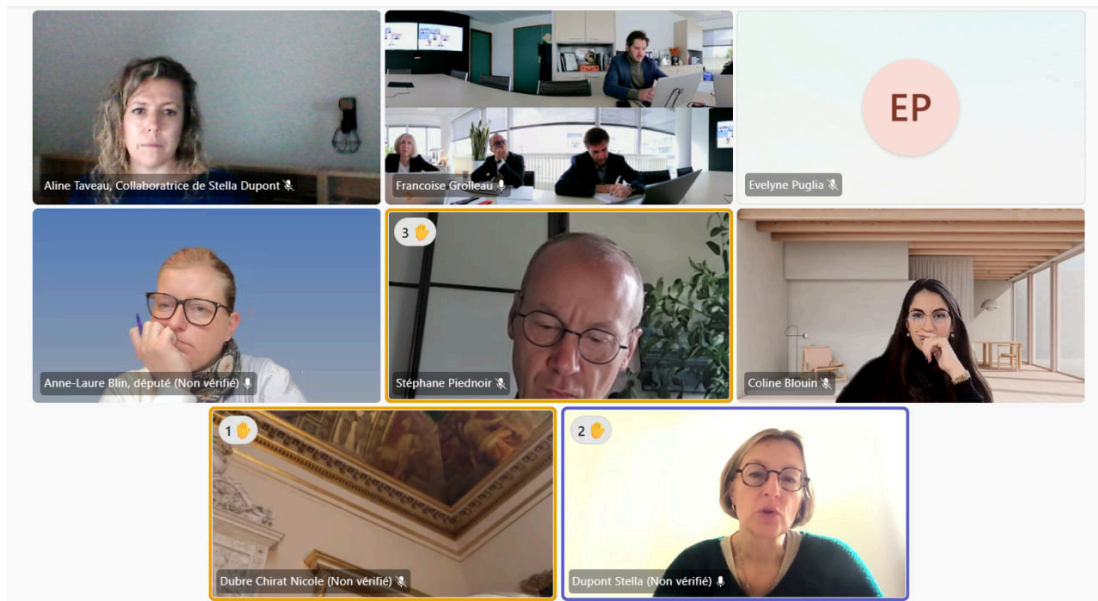
Cette année, je participais à la cérémonie de commémoration du 11 novembre 1918 à Trélazé, en présence des élus, des associations d'Anciens Combattants, du conseil municipal des enfants, des habitants et d'un détachement militaire du Génie venu rendre **hommage à celles et ceux qui ont donné leur vie pour la France**.

En ce jour de souvenir, nous avons rendu hommage à tous les combattants et à toutes les victimes. **Notre devoir de mémoire nous rappelle l'importance de la paix et de la transmission aux jeunes générations.**

Je remercie une nouvelle fois la Ville de Trélazé, les porte-drapeaux, et en particulier **Monsieur Osmont** à qui j'ai eu l'honneur de remettre une médaille pour ses 50 années d'engagement, ainsi que les enfants du Conseil municipal des enfants pour ce moment de recueillement et de mémoire.

Pour consulter l'article de presse sur la remise de médaille :

[Cliquez-ici](#)



VENDREDI 7 NOVEMBRE : Echanges avec l'Université d'Angers

Depuis 2021, je suis pleinement **engagée pour soutenir l'Université d'Angers** et veiller à ce que ses dotations permettent à l'établissement de **poursuivre son rôle d'excellence académique et de moteur pour notre territoire**.

J'ai posé une Question au Gouvernement (QOSD) à ce sujet, adressé avec les parlementaires du Maine-et-Loire plusieurs courriers au Ministre de l'Enseignement supérieur et multiplié les échanges avec Françoise Grolleau, la Présidente de l'Université d'Angers pour suivre de près la situation.

Lors de cette réunion avec mes collègues parlementaires de Maine-et-Loire, la Présidente de l'Université d'Angers, Philippe Leriche, le Vice-Président en charge des affaires financières et le Directeur général des services de l'Université d'Angers, nous avons fait le point sur la dernière réponse par courrier du Ministre, Philippe Baptiste, la situation budgétaire de l'établissement reste très préoccupante. Nous avons évoqué les amendements possibles et les perspectives d'avenir.

Ce fut un moment d'**écoute et de travail collectif** autour de la situation budgétaire de l'établissement.

L'Université d'Angers joue un rôle essentiel pour la réussite de nos étudiants et le dynamisme de notre territoire.

Je reste pleinement mobilisée pour que l'État prenne la mesure des difficultés rencontrées et pour soutenir les amendements au budget 2026 allant dans ce sens.

ZOOM SUR...

L'ASSEMBLÉE NATIONALE



Mardi 25 novembre : Débat sur le "coût de l'immigration en France"

En séance publique, j'ai interrogé Marie-Pierre Vedrenne, **Ministre déléguée auprès du Ministère de l'Intérieur** lors des débats sur le « coût de l'immigration en France ».

J'ai rappelé que **l'insertion par le travail des personnes étrangères est une réalité positive lorsqu'elle est organisée, encadrée et tournée vers les secteurs en tension.**

Dans le Maine-et-Loire, une expérimentation menée en 2023 l'a démontré :

- 20 personnes accompagnées
- 16 en emploi durable en moins d'un an
- Des recrutements réussis dans l'agroalimentaire, la restauration, l'aide à la personne...
- Des personnes sécurisées dans leur parcours, un accès facilité au logement et des coûts sociaux réduits.

Cette démarche, conduite avec la Préfecture, les associations et les entreprises, montre qu'**un accompagnement structuré permet de transformer des situations bloquées en contributions humaines et économiques utiles.**

J'ai donc insisté sur la nécessité de soutenir et de généraliser ces dispositifs, afin que l'accès au travail devienne une réponse assumée et efficace aux besoins de nos territoires.

Retrouvez ici mon intervention ainsi que la réponse de la Ministre :

[Cliquez-ici](#)



JEUDI 20 NOVEMBRE : Visite de l'Assemblée avec les élus du Maine-et-Loire

Comme chaque année, j'organisais la visite de l'Assemblée pour les élus du Maine-et-Loire.

Cette année, mes collègues, **Nicole Dubré-Chirat**, **Laëtitia Saint-Paul** et **François Gernigon** se sont joints à moi. Nous avons donc reçu une cinquantaine d'élus de nos circonscriptions.

Au programme :

- Petit-déjeuner convivial à la Questure,
- **Visite de l'Hôtel de Lassay**, résidence officielle de la Présidente de l'Assemblée nationale. Ce magnifique bâtiment du XVIII^e siècle, situé juste à côté du Palais Bourbon, abrite des salles de réunions, les bureaux de la Présidente et des fonctionnaires de l'Assemblée.
- Puis **découverte guidée de l'Assemblée** :
 - La Salle des Pas Perdus
 - La Salle des Quatre Colonnes où nous avons croisé Députés et journalistes
 - L'hémicycle où les visiteurs ont pu assister brièvement aux débats sur le Projet de loi de Finances
 - La Salle des bustes de Marianne
 - La Bibliothèque historique de l'Assemblée

Un moment de découvertes et de partages pour renforcer le lien entre nos territoires et la République !

Pour voir la vidéo souvenir de cette journée :

[Cliquez-ici](#)

de Mme Dupont et plusieurs de ses collègues

ARTICLE 2

I. – Supprimer les alinéas 6 et 7.

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (TCCI) finance le réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI). Elle est composée d'une taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises (CFE) et d'une taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Mardi 18 novembre : Mon amendement adopté !

Les Chambres consulaires, de Commerce et d'Industrie (CCI) et de Métiers et de l'Artisanat (CMA), sont essentielles pour accompagner les entreprises et renforcer la croissance économique. Leur rôle est plus crucial que jamais, surtout face aux signes de faiblesse de notre économie. En Maine-et-Loire, par exemple, les défaillances d'entreprises ont augmenté de 15%.

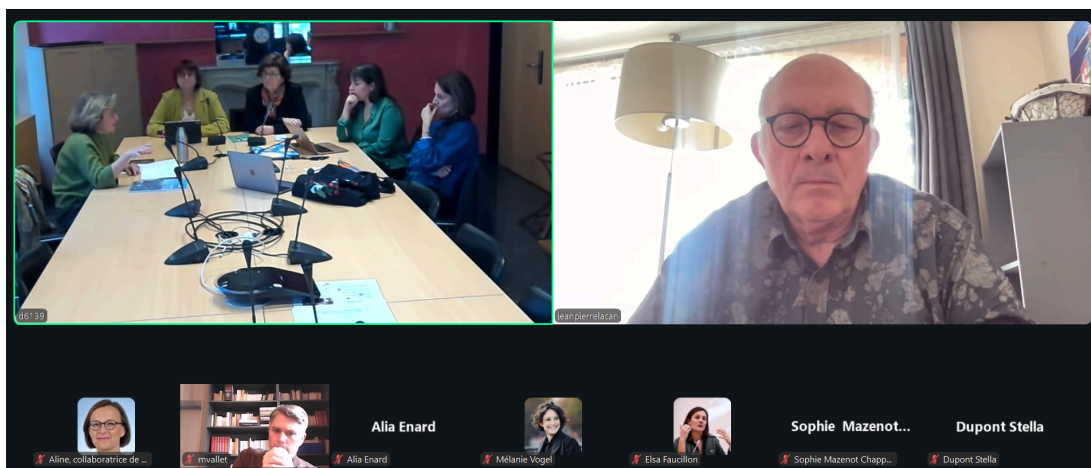
Dans un contexte où tous les acteurs doivent contribuer à l'effort budgétaire, le Gouvernement a annoncé une nouvelle réduction des moyens des CCI pour 2025, donc l'année en cours... Pourtant, depuis 2012, leurs ressources ont déjà baissé de 60%, soit 800 millions d'euros en moins !

Mon amendement pour supprimer cette énième baisse et préserver la trajectoire budgétaire des CCI, et donc maintenir les efforts très importants déjà engagés, a été adopté ! En effet, il y a deux ans, nous avons voté la stabilité de leur financement, en contrepartie d'un prélèvement de 20 millions d'euros par an sur leur trésorerie. C'était déjà un effort considérable !

Je suis favorable à l'étude de mutualisations et de rapprochements avec les CMA pour optimiser encore les services apportés et faire d'éventuelles économies. Mais **pour réussir ces réformes, il faut leur donner les moyens financiers nécessaires !** À force de toutes ces baisses de financements - sans baisse de la fiscalité des entreprises correspondante - on finit par vider ces chambres consulaires de leurs moyens d'action ! Stop !

Les CCI et les CMA sont des piliers de la vitalité économique de notre territoire. Leur engagement au quotidien mérite tout notre soutien.

Pour lire cet amendement :

[Cliquez-ici](#)

JEUDI 13 NOVEMBRE : Réunion des parlementaires avec SOS Méditerranée

J'ai participé à une réunion de travail avec plusieurs parlementaires et la Directrice adjointe de SOS Méditerranée France, afin de faire le point sur la situation préoccupante que traverse l'association.

Le 24 août dernier, le navire humanitaire de SOS Méditerranée a été la cible de tirs délibérés de la part d'un patrouilleur libyen, alors qu'il menait une opération de sauvetage en mer autorisée par les autorités italiennes. **Cet acte d'une extrême gravité a mis en danger les équipes et les rescapés à bord, et constitue une violation manifeste du droit maritime et humanitaire international.**

Les échanges ont permis de faire le point sur les démarches engagées et de se mettre d'accord sur un objectif partagé : **garantir la sécurité des missions humanitaires.**

Avec mes collègues, nous soutenons la démarche de l'association pour que ces attaques soient reconnues et dénoncées mais aussi pour que **la France et l'Europe agissent concrètement afin de garantir la sécurité des missions humanitaires en mer.**

Je vais donc continuer à suivre ce dossier de près et poursuivre le travail, en lien avec les parlementaires mobilisés et les équipes de SOS Méditerranée.

ZOOM SUR...

LES ÉVÉNEMENTS NATIONAUX

Sécurité européenne :

*unissons nos forces pour
garantir la paix*



**Stella
Dupont**



JEUDI 27 NOVEMBRE : Unissons nos forces pour garantir la paix

La paix en Ukraine demeure une priorité essentielle pour l'Europe. **Le respect de la souveraineté et de l'intégrité du territoire ukrainien est non négociable et l'Europe doit faire bloc pour garantir sa sécurité collective.** Nous devons unir nos forces pour que notre puissance militaire soit dissuasive.

Dans ce contexte, le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé qu'il allait instaurer un service militaire volontaire (SMV) en France. Ce dispositif serait ouvert aux jeunes de 18 et 19 ans, femmes et hommes, et se veut volontaire. L'objectif déclaré est de **renforcer le lien entre les citoyens et les forces armées, de former des réservistes**, une façon pour la France de se préparer à un contexte européen et international plus instable.

Cette initiative me semble pertinente à la **condition qu'elle reste strictement volontaire**. Un engagement citoyen libre, bien encadré, peut renforcer la résilience nationale. Je soutiens également l'augmentation du budget de la défense **pour garantir notre indépendance stratégique** mais je reste sceptique, comme Bernard Cazeneuve, quant à la façon dont ce nouveau service sera financé. En effet, selon des estimations, un tel dispositif s'il visait un nombre important de volontaires, pourrait coûter de l'ordre de 1,7 milliard d'euros par an. Or ce coût n'est pas inclus dans la programmation militaire actuelle. Dans le contexte politique et budgétaire national, il est donc légitime de s'interroger sur les contraintes liées à l'adoption du budget d'ici la fin de l'année pour financer ce projet.

Soutenir la défense de l'Europe et de l'Ukraine, c'est aussi exiger de la clarté et de la responsabilité dans les décisions. Si le service reste volontaire et bien financé, il devrait contribuer à renforcer notre capacité de dissuasion et notre cohésion nationale.



SAMEDI 22 NOVEMBRE : COP30

La COP30 sur le climat à Belém au Brésil, s'est achevée ce samedi 22 novembre.

L'accord final reste minimaliste, sans engagement clair sur la sortie des énergies fossiles, même s'il prévoit un **renforcement des financements pour l'adaptation des pays les plus vulnérables**.

La France doit poursuivre ses efforts : même si nos émissions de gaz à effet de serre diminuent, le rythme reste insuffisant pour respecter l'Accord de Paris de 2015. Accélérer la transition écologique et renforcer les outils qui soutiennent l'action locale est indispensable.

Dans ce contexte, j'ai déposé un amendement **pour maintenir le niveau de financement du Fonds vert, créé pour accompagner les collectivités dans leurs projets de transition et d'adaptation au changement climatique.** Cet outil permet

aux territoires d'agir concrètement : mobilités durables, renaturation, gestion de l'eau ou encore développement des énergies renouvelables.

Les COP peuvent parfois sembler décevantes tant les négociations sont longues et les avancées limitées. Néanmoins, **elles instaurent un cadre fragile, mais utile qui continue d'orienter les politiques climatiques mondiales.**

Pour en savoir plus :

[Cliquez-ici](#)



LUNDI 1^{er} DÉCEMBRE : Ce qui change en décembre

- Dès le 1^{er} décembre, tous les types de **fauteuils roulants** éligibles seront intégralement pris en charge, sans reste à charge pour l'assuré si leur prescription a été effectuée par un médecin ou ergothérapeute et répond à un besoin de compensation du handicap.
- **Prime de Noël** versée à partir du 16 décembre 2025 à certains bénéficiaires de minima sociaux.
- La plateforme de **préinscription sur Parcoursup** en première année de l'enseignement supérieur ouvre le 17 décembre.
- Echéance de paiement des **taxes d'habitation** sur les résidences secondaires : elles doivent être réglées avant le 15 décembre pour les paiements physiques ou le 20 en ligne.
- Le **Complément de libre choix** (CMG) sera désormais versé aux deux parents en cas de garde partagée. Le parents qui recevait déjà l'allocation n'a rien à faire, l'autre parent doit formuler sa demande auprès de la CAF.

Pour plus d'informations :

[Cliquez-ici](#)

MES ACTIONS AU QUOTIDIEN...

DANS LES MÉDIAS



Le Courrier de l'Ouest

« On n'oubliera pas ce moment » : porteurs de handicap et citoyens, des résidents de l'Arceau à l'Assemblée nationale

[Lire l'article](#)

Pour retrouver toutes mes interventions média du mois :

[Cliquez-ici](#)

MES ACTIONS AU QUOTIDIEN...

J'AI COSIGNÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, le 12 novembre 2025

Monsieur le Président de la République,

Le 21 novembre prochain se tiendra à Johannesburg, en marge du G20, la Conférence de clôture de la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial, qui vise à mobiliser 18 milliards de dollars pour la période 2026-2028 afin de sauver 23 millions de vies supplémentaires et de prévenir 400 millions d'infections entre 2027 et 2029.

Courriers de Guillaume Gouffier-Valente

au Président de la République, au Premier ministre et aux membres du Gouvernement pour le maintien de la contribution française au Fonds Mondial pour la Santé

[Courriers](#)

Groupe de travail transpartisan sur la santé mentale
126 rue de l'Université
75007 Paris

Madame Stéphanie Rist
Ministre de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées
14, avenue Daumesnil
75007 Paris

Paris, le 5 novembre 2025

Objet : Demande de rendez-vous relative à la proposition de loi portant des mesures d'urgence pour améliorer la santé mentale des Français, d'initiative transpartisanne

Courriers de Joël Aviragnet et Chantal Jourdan

à la Ministre de la Santé et au Ministre du Travail pour demander des mesures pour l'amélioration de la santé mentale des Français

[Courriers](#)

Pour retrouver toutes mes cosignatures :

[Cliquez-ici](#)



**N'hésitez pas à consulter mon site internet pour rester continuellement informés.
Pour y accéder :**

[Cliquez ici !](#)

Rejoignez-moi sur les réseaux sociaux !



Permanence Parlementaire
10 rue Felix Faure
49290 Chalonnes-sur-Loire
02 41 17 26 02
stella.dupont@assemblee-nationale.fr

Merci de votre attention et à bientôt !

Vie privée et mentions légales

Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}

Vous recevez ce message électronique de Stella Dupont, dont le siège est situé au 10 rue Felix Faure à Chalonnes-sur-Loire (49290), car vous êtes enregistré dans un fichier de prospection constitué et avez donné votre accord pour être contacté. Vos coordonnées seront utilisées pour vous informer tout au long du mandat législatif sauf opposition de votre part.

[Se désinscrire](#)



© 2023 Stella Dupont